

International Affairs

N° 06 - NOVEMBRE/DÉCEMBRE 2022

AUDIT

Publication de l'étude de CEPS/Milieu/Europe Economics sur la réforme de l'audit de l'année 2014. Sans information sur une possible réforme de l'audit.

Le 7 décembre dernier, la Commissaire McGuinness [a participé](#) à la conférence d'EFRAG à l'occasion du 21 anniversaire de sa création, « where is corporate reporting heading ? » ([enregistrement](#)). Nous espérons l'annonce d'une réforme de la réglementation de l'audit, mais celle-ci n'a pas eu lieu. Toutefois, l'étude de CEPS/Milieu/Europe Economics commandée par la DG de stabilité financière et marchés de capitaux (DG – FISMA) a été rendue publique ([résumé exécutif](#)) ([étude](#)). L'étude apporte peu de conclusions claires, mais nous pouvons néanmoins souligner :

- La plupart des groupes indiquent que la réforme de 2014 a amélioré (ou n'a pas affecté) la qualité de l'audit, l'indépendance ou la concurrence entre les compagnies et la transparence.
- L'amélioration en matière d'indépendance ne s'est pas traduite par un changement de la compétence.
- Les superviseurs sont inquiets du faible nombre de compagnies, spécialement de celles qui peuvent réaliser les audits d'EIP.
- Le manque d'harmonisation dérivée des options dans la directive ont conduit à différents types d'organisation de la supervision, le rapport d'audit, la rotation obligatoire et l'interdiction de certains services.

Quant au discours de la Commissaire, il convient de souligner que dans tous les cas, elle considère que l'approche holistique envisagée dans la

consultation 2021 est acceptée par la plupart des parties prenantes et qu'il faut plus de temps pour créer une position politique accordée en la matière, même si elle brosse les inquiétudes mentionnées dans l'étude de CEPS, comme sujets à aborder. C'est-à-dire supervision, concentration et structure du marché et harmonisation, ainsi que l'amélioration de la gestion du risque et les contrôles internes des entreprises.

Concernant ces sujets, Accountancy Europe a publié un [document](#) sur le rôle des comités d'audit en matière de lutte contre la fraude.

Sanctions à la Russie (et autres pays)

Des modifications (entre autres) ont été ajoutées au règlement sur le plafond du prix du pétrole. Les sanctions seront mises à jour constamment aussi pour d'autres pays comme la Corée, le Congo ou l'Iran. Pour que ces sanctions soient efficaces, le 28 novembre le Conseil a accordé ([lien vers le communiqué de presse](#)) que la violation des mesures restrictives soit ajoutée à la liste des délits établis par l'UE. En réponse, la CE a [proposé](#) une directive à travers laquelle la violation délictueuse des mesures restrictives (y compris la prestations de services d'audit et de comptabilité, conseils et autres) soit considérée comme une infraction pénale.

Audit des entités moins complexes

L'avant-projet de la partie 10 de la norme relative à l'audit de groupes et à l'identification et évaluation des risques a été débattu lors de la [réunion](#) de décembre de l'IAASB et le texte qui sera présenté à la consultation en janvier a été approuvé.

Point d'accès unique (ESAP)

ECON analyse les amendements aux propositions de [règlement](#) de la Commission et les propositions de modifications de [règlements](#) et [directives](#). En outre, la Commission JURI a adopté les avant-projets d'avis le 29 novembre.

- Règlement ([lien](#)).
- Modification directives ([lien](#)).
- Modification règlements ([lien](#)).

Le Parlement et le Conseil approuvent deux dossiers

Proposition de directive sur la divulgation des informations en matière de durabilité COM (2021)189 ([lien](#)) approuvée par l'assemblée plénière du parlement et du Conseil et publiée au JOUE. [Lien au JOUE](#).

AcE a publié un [document de Q&A](#) qui résume les nouveautés les plus importantes.

Proposition de directive COM (2020) 596 ([lien](#)) et proposition de règlement (COM (2020) 595) ([lien](#)). DORA. [Lien au JOUE](#).

Nouveautés dans d'autres pays

Au **Royaume-Uni**, le FRC (Financial Reporting Council) a publié :

- De nouvelles mesures de supervision pour soutenir les compagnies d'audit de petite dimension en quête d'expansion. Il va renforcer la supervision et lance l'initiative « **Audit Firm Scalebox** » qui comprend des mesures pour aider les entreprises de petite dimension à réaliser le travail d'audit en EIP à travers l'implantation de systèmes de qualité et accès au modérateur ([lien](#)).
- Nouveaux Audit Quality Indicators ([lien](#)).
- Rapport sur la façon d'aborder le sujet de la concurrence et la résilience sur le marché de l'audit ([lien](#)).

En **Allemagne** (disponible en allemand uniquement) **IDW** a présenté un avant-projet de norme pour l'audit de rapports non financiers ([lien](#)) et a préparé un guide sur l'étiquetage en bloc à ESEF ([lien vers le communiqué de presse](#)) (réservé aux membres, pour le moment). **WPK** a rendu publique l'analyse de marché de l'audit ([lien](#)).

Autres documents utiles

IAASB IESBA

- [Traduction en espagnol de la NIA 600 \(Révisée\) Consideraciones especiales – Auditorías de estados financieros de grupos \(incluido el trabajo de los auditores de componentes\)](#).
- [Manuel 2021](#) de prononcements de contrôle de la qualité, audit, révisions, autres commandes d'assurances et services associés (en anglais).
- Installment One: It is time to get ready for the new quality management standards ([lien](#)).
- Consultation sur les modifications de la NIA 500 (évidence de l'audit) ([lien vers le document en anglais](#)).
- Traduction en espagnol du document d'Accountancy Europe [Sustainability assurance under CSRD](#).

AUTRES

- Le PIOB a présenté les *call for applications* pour IESBA et pour IAASB. IFAC l'a fait pour le Board et IPSASB.

INFORMATION CORPORATIVE

En matière de normes d'information sur la durabilité

EFRAG a présenté à la Commission le premier train de normes de développement durable et celle-ci doit l'adopter et le publier avant le mois de juin 2023 ([lien](#)). Il a également présenté les nouveaux workshops pour les normes sectorielles. Pour sa part, la Commission a publié la décision de la nomination des présidents du Sustainability et du Financial Board ([lien](#)).

Autres documents utiles

- Q&A on the SFDR Delegated Regulation ([lien](#))
- RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) /... DE LA COMMISSION qui modifie et corrige les normes techniques de régulation visées dans le règlement délégué (UE) 2022/1288 quant au contenu et à la présentation des informations sur la divulgation d'information dans les documents précontractuels et les rapports périodiques relatifs aux produits financiers qui investissent dans des activités économiques environnementales durables ([lien](#)) qui n'est pas encore en vigueur.
- IESBA, [Ethics Considerations in Sustainability Reporting, Including Guidance to Address Concerns about Greenwashing](#).

AUTRES SUJETS

Proposition de directive sur la diligence des entreprises en matière de durabilité. Ce dossier a été débattu lors de la séance d'ECON du 17 novembre (ECON est commission d'avis et non celle qui présente le rapport) ainsi que le [projet d'avis](#) et les amendements ([99-332](#))([333-685](#)) qui comprennent l'amendement 411 qui indique que l'audit doit être accrédité dans un État membre pour réaliser des certifications basées sur les normes reconnues au niveau international et ([686-966](#)) qui comprend l'amendement 809 mentionnant le fait que les experts doivent être accrédités. Quant au projet d'avis, il comprend une proposition d'amendement (89) à travers lequel les États membres

doivent s'assurer que l'auditeur puisse être considéré responsable de tout manquement à son obligation de vérifier correctement l'application et évaluer l'efficacité des garanties obtenues des partenaires commerciaux.

L'[avant-projet du rapport](#) de la commission JURI a été présenté le 7 novembre par la conférencière, Lara Wolters, et remplace le terme « auditeur » par « entité ».

Obligations vertes COM (2021)391 ([lien](#)). Les colégislateurs qui participent aux dialogues ont décidé en octobre que la discussion relative aux contrôleurs externes serait menée au niveau technique sous la direction de la Commission. Il est prévu que cette dernière étudie les doutes des parlementaires européens sur un potentiel conflit d'intérêt.

Pandora Papers 2022/2080 ([INI](#)) le parlement européen, à travers la Commission ECON/FISC, traite une initiative qui aborde les mesures pour éviter que des situations comme celles révélées par l'enquête de journalistes se reproduisent. Elle comprend des propositions pour protéger les lanceurs d'alertes, établir des mesures pour éviter le « pantouflage » entre le secteur public chargé des sujets fiscaux et le secteur privé. Le rôle des intermédiaires est également abordé. L'[initiative](#) a été présentée à la mi-octobre, tandis que les [amendements](#) et l'[avis](#) de la Commission DEVE (développement) ont été présentés fin-novembre. Son traitement est prévu pour janvier 2023.

Annonce de l'**entrée en vigueur de la DSA (Loi des services numériques)** qui exige un audit indépendant des services prêtés et des mesures de réduction des risques. Q&A [lien](#).

Bulletin numérique élaboré par l'Instituto de Censores Jurados de Cuentas de España

www.icjce.es



[Demander la résiliation](#)

Cet e-mail et les documents joints s'adressent exclusivement aux destinataires indiqués. L'information contenue peut être CONFIDENTIELLE et/ou être PROTÉGÉE PAR LA LOI, et elle ne représente pas nécessairement l'avis de l'ICJCE. Si vous avez reçu cet e-mail par ERREUR, merci de le communiquer immédiatement à l'expéditeur et de l'ÉLIMINER, car VOUS N'ÊTES PAS AUTORISÉ à l'utiliser, révéler, distribuer, imprimer ou copier une partie ou la totalité des informations qu'il contient. Merci.